

**Yémen - Entretien de M. Jean-Marc  
Ayrault, ministre des affaires  
étrangères et du développement  
international, avec M. Ismaïl Ould  
Cheikh Ahmed, envoyé spécial du  
secrétaire général des Nations unies  
pour le Yémen - Propos de M.  
Ayrault  
(Paris, 14 mars 2017)**

Mesdames et Messieurs,

Je viens de rencontrer Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Yémen. Nous avons déjà eu l'occasion de nous rencontrer à plusieurs reprises et d'avoir aussi des conversations téléphoniques pour dire très clairement que la France est particulièrement soucieuse de ce qui se passe au Yémen.

C'est un conflit dont on parle moins que d'autres, mais il ne doit pas être oublié car sur le terrain, les conséquences humanitaires sont catastrophiques. Il y a même des situations de famine, il faut en être conscient. Il y a une urgence humanitaire et la logique de guerre, la logique militaire ne peut évidemment pas résoudre le problème.

Dans ce conflit militaire de plus en plus violent entre les parties, nous voyons qu'il y a des cibles civiles qui sont inacceptables : des dispensaires, des écoles, des marchés, des lieux publics où les victimes civiles sont nombreuses. Cette situation doit évidemment être stoppée le plus vite possible.

C'est l'appel que nous lançons aux parties, et c'est pourquoi il est important que la solution politique, portée par les Nations unies et que défend très concrètement et courageusement Cheikh Ahmed, soit défendue avec beaucoup de détermination.

Nous lui faisons tout à fait confiance, même si sa mission est difficile, pour rapprocher les points de vue, pour obtenir un cessez-le-feu et pour engager des négociations politiques.

L'urgence, c'est aussi de permettre, et c'est un appel que nous lançons aux belligérants, de laisser passer les organisations humanitaires. Aujourd'hui elles ne le peuvent pas, et c'est ce qui fait que la situation est encore plus dramatique.

Je voudrais terminer en disant que la France est disponible pour aider, avec d'autres pays, dans le cadre des Nations unies bien évidemment, à contribuer à une solution de paix au Yémen.

(...)/.